

REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DU CHER – ARRONDISSEMENT DE VIERZON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 MARS 2021

<u>Date de convocation</u>: 11 mars 2021

Nombre de Conseillers:

en exercice : 29 présents : 26 pouvoirs : 2

excusés ou absents : A

Date d'affichage: 11 mars 2021 L'an deux mil vingt et un, le dix-huit mars, à 18H30 le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni au Centre Socioculturel André Malraux en séance publique sous la Présidence de Monsieur SALAK, Maire en exercice

Etaient présents: M. SALAK, Mme FOURNIER, M. JOLY, Mme CLEMENT, M. GATTEFIN, Mme HUBERT, M. BLIAUT, Mme VAN DE WALLE, Mme HOUARD, M. GEIGER, Mme MARGUERITAT, M. PATIN, M. BOUCHONNET, Mme BROSSIER, Mme THIAULT, Mme LEFEBVRE, M. GRANGETAS, Mme PIGEAT, Mme BUREAU, Mme FERNANDES, M. BAUGE, M. DA ROCHA, Mme DUFOURT, M. DEBROYE, Mme KOBYLANSKA-BAUDU, M. FABRE.

<u>Avaient donné pouvoir</u>: M. MEUNIER à M. SALAK, M. MATEU à M. DEBROYE.

Etaient absents ou excusés: M. FOUGERAY.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Mme HOUARD a été élue pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

<u>027/2021</u> – <u>DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE SUR LA BASE D'UN RAPPORT</u>

7.1.1 Débat d'orientation budgétaire

Mme HUBERT présente ce dossier

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2312-1 modifié par l'article 107 de la loi NOTRe relatif au débat d'orientation budgétaire qui compète les mesures concernant la forme et le contenu du débat.

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, les dispositions imposent au Maire de présenter à son assemblée délibérante un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport doit être transmis au représentant de l'Etat dans le département et publié. Pour les communes, il doit également être transmis au président de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre.

Ce débat donne lieu à un débat et à un vote du conseil municipal et est acté par une délibération spécifique.

Vu l'avis favorable de la commission municipale « finances » du 2 mars 2021, après en avoir pris connaissance du rapport d'orientation budgétaire et en avoir débattu, le Conseil Municipal avec 5 abstentions (Mme DUFOURT, M. DEBROYE, Mme KOBYLANSKA-BAUDU, M. FABRE, M. MATEU), vote ce rapport et acte de ce débat. Le rapport est joint en annexe à la présente délibération.

EHUN

Pour extrait conforme Le Maire, Jean-Louis SALAK

représentant de l'Etat le : 22 63/2021 Numéro de Certificat 018211801410 - 2021 0318 - 027-2021 - DE Notifié le : 22 63/2021

Publié le: 22/03/2021



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES ANNEE 2021

PREAMBULE

Le débat d'orientations budgétaires est une disposition légale prévue au Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2312-1.

Le Débat d'Orientations Budgétaires doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de la commune afin d'éclairer leurs choix lors du vote du budget primitif.

Il doit avoir lieu dans les 2 mois précédant l'examen du budget.

Le contenu du Débat d'Orientations Budgétaires porte sur les « orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune ».

I – LE CONTEXTE NATIONAL - LOI DE FINANCES POUR 2021

A) Eléments de contexte économique et financier

En 2021, la loi de finances est principalement impactée par la crise sanitaire et par la réforme de la taxe d'habitation.

Eléments macroéconomiques à la date du 21 janvier 2021 :

- Croissance prévisionnelle 2021 : + 5,9 %
- Inflation prévisionnelle 2021 : + 0,8 %
- Evolution de la dette 2021 : 122,4 % du PIB
- Evolution des salaires 2021 : + 1,1 %
- SMIC: + 0,99 % au 1^{er} janvier 2021
- Revalorisation des valeurs locatives 2021 : inflation N-2 / N-1 : + 0,2 %

Contexte financier local, quelques chiffres:

- Evolution dépenses de fonctionnement : + 3,1 % pour les intercos, 0,8 % pour les communes :
- Evolution recettes de fonctionnement : + 1,3 % grâce au dynamisme de la fiscalité locale (+ 5,4 %);

- Evolution de l'épargne brute des collectivités en 2020 : + 8,3 % au total et + 37 % pour le bloc communal ;
- B) Fiscalité : extension de la clause de sauvegarde à 2021

L'article 74 de la loi de finances prolonge le mécanisme de compensation des pertes fiscales en 2021.

Il s'agit d'assurer une garantie de « non baisse » des recettes fiscales des collectivités par rapport à la moyenne des années 2017 à 2019.

Les dotations de l'Etat :

L'Etat prévoit une hausse des concours financiers aux collectivités (51,9 Mds € en 2021 contre 49,1 Mds € en 2020).

L'enveloppe DGF est stable en 2021 : 26,75 Mds €.

Le soutien à l'investissement :

Les dotations de soutien à l'investissement local sont renforcées en 2021 pour soutenir l'économie. L'enveloppe 2021 de la DETR s'élève à 1,046 milliard et reste inchangée par rapport à 2020. Dans la cadre du plan de relance, l'Etat a porté l'enveloppe DSIL à 950 millions d'euros afin d'accompagner rapidement et massivement les projets des communes.

La péréquation verticale : la dotation de solidarité rurale (DSR)

L'enveloppe de la DSR est en progression de 90 millions d'euros et est portée à 1,782 Md€.

La péréquation horizontale : le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Il assure une redistribution des ressources des ensembles communaux et intercommunaux les plus favorisés vers les plus défavorisés.

Le montant du FPIC en 2021 restera plafonné à 1 Md€, son niveau de 2020. Notre commune devrait être contributeur à ce fonds.

La fiscalité:

✓ Transfert de la taxe foncière départemental sur les propriétés bâties aux communes :

La loi de finances précise les modalités de la suppression totale de la taxe d'habitation.

Pour mémoire, depuis 2020, les 80% des contribuables les moins aisés ne paient plus cette taxe pour les résidences principales. Les autres ne paieront plus que 70% de leur TH en 2021 puis 35% en 2022 et 0% en 2023. Il s'agit d'un allègement massif de la pression fiscale qui permettra à l'ensemble des foyers d'être dispensés du paiement de la TH afférente à leur habitation principale.

2021 : dégrèvement de 30 %

2023 : dégrèvement de 100 %

2022 : dégrèvement de 65 %

Ainsi, en 2020, les collectivités territoriales ont perdu leur pouvoir de taux sur la taxe d'habitation. De plus, les éventuelles hausses de taux votées en 2018 et 2019 n'ont eu un impact que sur les recettes fiscales concernant les 20% des contribuables les plus aisés, pour les autres, les recettes de compensation versées aux collectivités en 2020 ont été calculées à partir des taux 2017 sur les bases 2020.

En 2021 les règles de cette compensation sont modifiées : se met en place un mécanisme de transfert de la taxe foncière départementale sur les propriétés bâties vers les communes. Ce transfert est établi en fonction des bases et des taux votés en 2020. Un coefficient correcteur est calculé de la manière suivante et ne variera plus les années suivantes :

Coefficient : Produit TH à compenser + produit TFPB communal 2020
Produit TFPB communal 2020 + produit TFPB départemental

- ✓ Soit le coefficient correcteur est inférieur à 1, cela signifie que le montant de TFPB départemental qui va être attribué à la commune est supérieur au montant de TH perdu : la commune est donc surcompensée et le surplus ira aux communes sous-compensées.
- ✓ Soit le coefficient correcteur est supérieur à 1, cela signifie que le montant de foncier bâti du département ne suffit pas à compenser le montant de TH perdu. La commune est donc souscompensée et il lui sera attribué un montant complémentaire de foncier bâti.

Enfin, le taux communal de référence de TFPB 2021 sera la somme du taux communal 2020 (27%) augmenté du taux départemental 2020 (19,72%) soit 46,72 %.

A compter de 2023, la TH sur les résidences principales n'existera plus.

Seule subsistera la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Le taux de la THRS ne pourra être augmenté en 2021 et 2022 tout comme le taux de taxe d'habitation sur les logements vacants.

Par ailleurs, cette réforme bouleverse les perceptions de ressources fiscales des collectivités qu'il est possible d'apprécier comme ceci :

TH RESIDENCES PRINCIPALES

- Perçue par l'Etat
- Remplacée par la TFB départementale à destination des communes

TH RS et LV

- Perçues par les communes
- Maintenues

TH RP

- Perçue par l'Etat
- > Remplacée par un produit de TVA à destination des intercommunalités

TFB DEPARTEMENTALE

- Perçue par les communes
- > Remplacée par un produit de TVA à destination des Départements

Cette réforme induit également de nouvelles règles de lien entre les taux d'imposition :

- ➤ Le taux de TH sur les résidences secondaires ne pourra augmenter plus ou diminuer moins que le taux de TFPB ou le taux moyen des 2 taxes foncières ;
- > Le taux de TFNB ne pourra augmenter plus ou diminuer moins que le taux de TFPB.
- ✓ Revalorisation des bases fiscales:

La loi de finances 2021 a prévu un coefficient de revalorisation de 1,002% des bases fiscales.

FCTVA:

L'automatisation du FCTVA entrera en vigueur de façon progressive à partir de 2021. En ce qui concerne notre commune, cette réforme débutera en 2022 (déclaration 2022 sur les dépenses 2021).

Avec cette réforme, l'éligibilité de la dépense ne sera plus fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable.

Enfin, la loi de finances 2021 élargit les dépenses éligibles au FCTVA à la fourniture de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage à compter du 1er janvier 2021.

II - LE CONTEXTE LOCAL

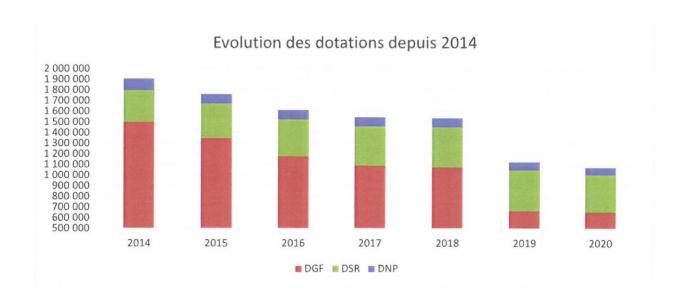
SITUATION DE LA COLLECTIVITE AU 31/12/2020

Historique des dotations de l'Etat depuis 2014

| Compte | Libellé | Titré 2014 | Titré 2015 | Titré 2016 | Titré 2017 | Titré 2018 | Titré 2019 | Titré 2020 |
|--------|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 7411 | DGF dotation forfaitaire | 1 500 389,00 | 1 349 648,00 | 1 179 743,00 | 1 090 609,00 | 1 075 331,00 | 666 658,00 | 657 782,00 |
| 74121 | Dotation Solidarité Rurale | 296 755,00 | 322 502,00 | 344 151,00 | 369 061,00 | 376 730,00 | 381 700,00 | 347 308,00 |
| 74127 | Dotation Nationale de Péréquation | 109 963,00 | 89 127,00 | 87 412,00 | 83 855,00 | 83 180,00 | 76 124,00 | 68 512,00 |
| | Total | 1 907 107,00 | 1 761 277,00 | 1 611 306,00 | 1 543 525,00 | 1 535 241,00 | 1 124 482,00 | 1 073 602,00 |
| | Variation / année précédente | | -7,65% | -8,51% | -4,21% | -0,54% | -26,76% (**) | -4,52% (*) |
| | Variation depuis 2014 | | -7,65% | -15,52% | -19,07% | -19,50% | -41,04% | -43,71% |

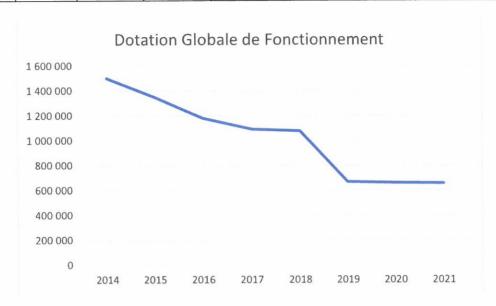
(*) En 2020, la baisse de la DGF s'explique par la baisse de la population : 6 812 habitants en 2020, 6 830 habitants en 2019.

(**) Cette baisse s'explique par l'entrée de la commune dans la communauté d'agglomération Bourges Pus : la compensation part salaires lui ayant été transférée pour sa valeur 2019 soit un montant de 391 045 € pris en compte dans le calcul de la dotation de compensation revenant à la commune.



Historique Dotation Globale de Fonctionnement (part forfaitaire) depuis 2014

| Années | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|---------|
| En€ | 1 500 389 | 1 349 648 | 1 179 743 | 1 090 609 | 1 075 331 | 666 658 | 657 782 | 657 782 |
| Variation / année précédente | | -10,05% | -12,59% | -7,55% | -0,97% | -38,01% | -1,33% | = |



Pour 2021, la loi de finances prévoit une stabilité de la DGF dont la répartition prend en compte le critère population :

Au 1er janvier 2020:

- > Population INSEE 6 687 habitants (notification du 17/12/2019)
- > Population DGF 6 687 + 83 résidences secondaires + emplacements sur aire des gens du voyage x 2 soit 21 x 2 = 42 donc 6 812 habitants.

Au 1er janvier 2021:

- > Population INSEE 6 703 habitants (données sur site Insee au 01/01/2021)
- > Population DGF 6 703 + 83 résidences secondaires + emplacements sur aire des gens du voyage x 2 soit 21 x 2 = 42 donc 6 828 habitants (estimation)

Historique des compensations de l'Etat depuis 2014

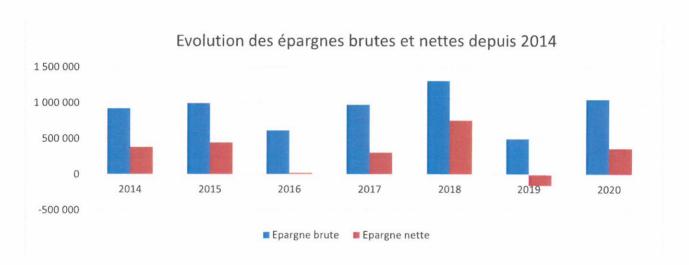
| Libellé | Titré 2014 | Titré 2015 | Titré 2016 | Titré 2017 | Titré 2018 | Titré 2019 | Titré 2020 |
|---|---|---|---|---|--|--|--|
| Compensation taxe additionnelle droits mutation | 50,00 | 198,00 | 100,00 | 223,00 | 594,00 | 346,00 | 371,00 |
| Dotation compensation Réforme TP | 182 087,00 | 182 087,00 | 182 087,00 | 182 087,00 | 182 087,00 | 177 509,00 | 175 177,00 |
| Compensation fiscale TFB et TFNB | 21 240,00 | 16 002,00 | 13 005,00 | 7 548,00 | 6 963,00 | 7 179,00 | 7 075,00 |
| Compensation fiscale TH | 128 814,00 | 144 547,00 | 106 262,00 | 165 082,00 | 176 174,00 | 130 545,00 | 137 506,00 |
| Total | 332 191,00 | 342 834,00 | 301 454,00 | 354 940,00 | 365 818,00 | 315 579,00 | 320 129,00 |
| Variation / année précédente | | 3,20% | -12,07% | 17,74% | 3,06% | -13,74% | 1,44% |
| Variation depuis 2014 | | 3,20% | -9,26% | 6,84% | 10,12% | -5,01% | -3,63% |
| | Compensation taxe additionnelle droits mutation Dotation compensation Réforme TP Compensation fiscale TFB et TFNB Compensation fiscale TH Total Variation / année précédente | Compensation taxe additionnelle foots mutation Dotation compensation Réforme TP 182 087,00 Compensation fiscale TFB et TFNB 21 240,00 Compensation fiscale TH 128 814,00 Total 332 191,00 Variation / année précédente | Compensation taxe additionnelle droits mutation 50,00 198,00 Dotation compensation Réforme TP 182 087,00 182 087,00 Compensation fiscale TFB et TFNB 21 240,00 16 002,00 Compensation fiscale TH 128 814,00 144 547,00 Total 332 191,00 342 834,00 Variation / année précédente 3,20% | Compensation taxe additionnelle droits mutation 50,00 198,00 100,00 Dotation compensation Réforme TP 182 087,00 182 087,00 182 087,00 Compensation fiscale TFB et TFNB 21 240,00 16 002,00 13 005,00 Compensation fiscale TH 128 814,00 144 547,00 106 262,00 Total 332 191,00 342 834,00 301 454,00 Variation / année précédente 3,20% -12,07% | Compensation taxe additionnelle droits mutation 50,00 198,00 100,00 223,00 Dotation compensation Réforme TP 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 7 548,00 16 002,00 13 005,00 7 548,00 7 548,00 144 547,00 106 262,00 165 082,00 165 082,00 342 834,00 301 454,00 354 940,00 17,74% | Compensation taxe additionnelle droits mutation 50,00 198,00 100,00 223,00 594,00 Dotation compensation Réforme TP 182 087,00 182 08 | Compensation taxe additionnelle droits mutation 50,00 198,00 100,00 223,00 594,00 346,00 Dotation compensation Réforme TP 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 182 087,00 177 509,00 Compensation fiscale TFB et TFNB 21 240,00 16 002,00 13 005,00 7 548,00 6 963,00 7 179,00 Compensation fiscale TH 128 814,00 144 547,00 106 262,00 165 082,00 176 174,00 130 545,00 Total 332 191,00 342 834,00 301 454,00 354 940,00 365 818,00 315 579,00 Variation / année précédente 3,20% -12,07% 17,74% 3,06% -13,74% |

Résultats provisoires 2020 :

Section de Fonctionnement :

Résultats - Section de fonctionnement sur la période 2014 - 2020

| en € | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes | 7 529 404 | 7 948 950 | 7 841 844 | 7 968 128 | 8 338 895 | 7 507 880 | 8 268 348 |
| Dépenses | 6 348 950 | 7 179 932 | 7 441 125 | 7 201 371 | 7 272 811 | 7 271 703 | 7 534 960 |
| Résultat de fonctionnement | 681 053 | 769 018 | 407 719 | 766 757 | 1 066 084 | 236 177 | 733 388 |
| Epargne brute | 922 451 | 995 870 | 605 702 | 973 996 | 1 302 128 | 526 073 | 1 047 468 |
| Variation N-N-1 | 434 409 | 73 419 | -390 168 | 368 294 | 328 132 | -776 055 | 521 395 |
| Epargne nette | 384 810 | 448 208 | 16 345 | 305 294 | 749 177 | -124 132 | 366 484 |



L'objectif de rétablir une épargne nette positive en 2020 a été atteint, il est permis d'envisager en 2021 un autofinancement plus élevé que celui de 2020.

L'excédent de 733 388 € a été atteint grâce :

- √ à la hausse des taxes foncières,
- ✓ au premier acompte reçu de la compensation des pertes et recettes fiscales et domaniales : en décembre 2020, un premier acompte de la compensation des pertes de recettes fiscales et domaniales a été notifié et versé à la commune pour un montant de 152 669,50 € (arrêté n°2020-1493 du 30 novembre 2020). Le solde devrait être perçu avant le 31 mai 2021 sur la base des pertes réellement constatées au titre de l'année 2020.
- ✓ à un effort de gestion

Le résultat cumulé (résultat 2020 prévisionnel + excédent antérieur 2019) s'élève à 1 807 588 €.

Comparatif 2019/2020 par poste de dépenses en section de fonctionnement :

Dépenses :

Recettes:

| Catégories de dépenses | Réalisé 2019 | Réalisé prévisionnel 2020 | Tendance | Catégories de recettes | Réalisé 2019 | Réalisé prévisionnel 2020 | Tendance |
|---|-----------------------------|---------------------------------|----------|--|-----------------|---------------------------------|----------|
| Charges à caractère général | 1 824 004 | 1 812 371 | لا | DGF | 666 658 | 657 782 | لا |
| Charges de personnel | 4 152 115 | 4 040 128 | ע | Autres dotations Etat | 842 705 | 919 426 | 7 |
| Indemnités des élus | 130 325 | 120 592 | ע | Autres participations | 145 314 | 151 894 | 7 |
| Subventions aux associations | 98 654 | 90 760 | ע | Fiscalité : TH TF TFNB, | 2 449 862 | 2 842 781 | 7 |
| Autres subventions | 17 595 | 22 095 | 7 | Attribution de compensation | 1 784 103 | 1 772 853 | ע |
| Charges à répartir | 0 | 10 647 | | Taxe sur les pylones et taxe de séjour | 45 096 | 47 013 | 7 |
| Reversement de fiscalité (dont FPIC) | 51 261 dont FPIC 36 992€ | 54 342 Dont FPIC 44 092€ | 7 | Taxe électricité | 116 326 | 111 925 | لا |
| Subvention au CCAS | 230 000 | 250 000 | 7 | Droits de mutation | 162 680 | 178 468 | |
| Contributions aux organismes publics et CdC | 104 314 | 163 241 | 7 | Droits de places | 7 435 | 4 962 | ע |
| Charges financières | 177 067 | 191 323 | 7 | FNGIR | 346 191 | 346 191 | = |
| Charges exceptionnelles | 19 911 | 30 475 | 7 | Produits exceptionnels | 44 817 | 139 835 | 7 |
| Opérations de cessions | 176 560 | 445 232 | 7 | Opérations de cessions | 176 560 | 445 232 | 7 |
| Amortissements | 259 896 | 303 754 | 7 | Produits de gestion courante | 715 416 | 588 186 | ע |
| Dotations pour risques | 30 000 | 0 | | Production immobilisée | 4 718 | 15 038 | 7 |
| | | | | Reprise sur provisions, reprise des subventions + transfert de charges | 0 | 46 762 | |
| TOTAL | 7 271 703 | 7 534 960 | 7 | orial goo | 7 507 880 | 8 268 348 | 7 |
| TOTAL | 1271700 | | | EXCEDENT | 236 177 | 733 388 | 7 |

Ces variations sont expliquées par les différents éléments suivants :

✓ Remarques sur les variations de dépenses :

- Les charges à caractère général sont en baisse (-11 633 € ; -0,64%) ;
- Les charges de personnel sont en baisse de 2,70%: fermeture de certains services municipaux en raison de la crise sanitaire ne justifiant pas le recrutement d'agents saisonniers; fermeture des écoles et des structures sportives limitant les besoins en personnel, recrutements prévus non réalisés aux services techniques, recrutements d'emplois occasionnels pour appliquer le protocole sanitaire:
- Les indemnités des élus sont en baisse en raison de la diminution du taux des indemnités de 10% à compter de juin 2020 ;
- > FPIC : la ville a été contributrice à hauteur de 44 092 € et bénéficiaire pour 1 610 € soit une charge nette de 42 482 € ;
- La subvention versée au CCAS est en hausse (250 000 € en 2020 / 230 000 € en 2019) et correspond au besoin d'équilibre du CCAS ;

- Les charges financières (intérêts des emprunts) sont en hausse (+14 256€) en raison de l'augmentation de l'endettement ;
- ➤ Les charges exceptionnelles comprennent les versements des indemnités amiables aux commerçants pénalisés par les travaux du centre-ville (14 500 €, charge neutralisée en recettes par une reprise sur provisions du même montant) et diverses charges ;

✓ Remarques sur les variations de recettes :

- La DGF est en baisse en raison de la baisse de la population :
- La recette des taxes foncières est en hausse suite aux taux votés en 2020 :
- Les droits de mutation augmentent de 15 788 € ce qui indique une forte dynamique des transactions immobilières sur la commune ;
- Les produits de gestion courante sont en baisse liée à la crise sanitaire : exonération du paiement par les familles du deuxième trimestre pour l'école de musique, baisse de fréquentations au centre de loisirs et dans les cantines scolaires (confinements), locations du centre socio-culturel seulement en janvier et février ;
- Les produits exceptionnels comprennent la perception de la soulte de Cœur de Berry (95 000 €);

Taux d'exécution budgétaire des dépenses de fonctionnement sur la période 2014-2020

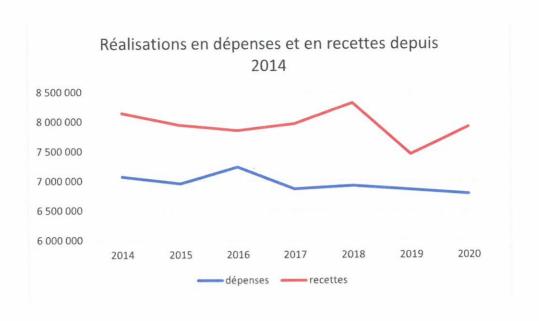
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| BP (crédits ouverts dépenses réelles) | 7 509 209 | 7 451 945 | 7 600 648 | 7 270 783 | 7 321 426 | 7 327 784 | 7 486 340 |
| BP+DM+REPORTS | 7 509 209 | 7 468 044 | 7 729 548 | 7 355 892 | 7 378 455 | 7 381 778 | 7 536 818 |
| Variation (BP+DM+ Reports)-BP) / BP | 0,00% | 0,00% | 0,02% | 0,01% | 0,78% | 0,74% | 0,67% |
| REALISATIONS | 7 069 265 | 6 950 715 | 7 228 943 | 6 860 303 | 6 912 411 | 6 835 246 | 6 775 327 |
| Taux de réalisation (CA / BP) | 94,10% | 93,3% | 95,11% | 94,35% | 94,42% | 93,28% | 90,50% |
| Taux de réalisation (CA / (BP+DM+Reports)) | 94,10% | 93,10% | 93,52% | 93,26% | 93,69% | 92,60% | 89,90% |

Taux d'exécution budgétaire des recettes de fonctionnement sur la période 2014-2020

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| BP (crédits ouverts recettes réelles) | 7 668 532 | 7 507 216 | 7 545 901 | 7 528 650 | 8 104 076 | 7 105 323 | 7 422 140 |
| BP+DM+REPORTS (crédits ouverts) | 7 668 532 | 7 523 315 | 7 624 801 | 7 744 759 | 8 151 654 | 7 268 755 | 7 466 997 |
| Variation (BP+DM+ Reports)-BP) / BP | 0,00% | 0,00% | 1,05% | 2,87% | 0,59% | 0,90% | 0,60% |
| REALISATIONS | 0.440.050 | | | | | | 5000 40000 4000 5000 500 |
| (émissions et charges rattachées) | 8 142 650 | 7 939 451 | 7 845 340 | 7 958 157 | 8 310 705 | 7 437 859 | 7 907 014 |
| Taux de réalisation (CA / BP) | 106% | 105,70% | 103,96% | 105,69% | 102,55% | 104,68% | 106,53% |
| Taux de réalisation (CA / (BP+DM+Reports)) | 106,20% | 105,60% | 102,89% | 102,75% | 101,95% | 102,33 | 105,89% |

Les taux d'exécution de la section de fonctionnement sont satisfaisants :

- en dépenses de 89,90 %
- en recettes de 105.89 %.



Section d'Investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 3 608 533 € dont dépenses d'équipement (chapitres 20, 204, 21 et 23) : 2 432 250 €.

Les recettes sont de 3 861 724 € dont emprunts 800 000 €, virement de la section de fonctionnement 236 000 € et subventions perçues pour 1 357 838 €.

> Résultats prévisionnels 2020 :

L'excédent d'investissement de l'exercice est de 253 190 €. Après reprise des résultats 2019, le résultat cumulé affiche un déficit de 1 631 195 €. Avec les restes à réaliser, l'excédent de financement est de 528 728 €.

Cet excédent est dû à un report de trois contrats d'emprunt de 1 200 000 € au Crédit Agricole, de 260 000 € à la Banque Postale et de 100 000 € à la Caisse d'Epargne.

Résultat de clôture prévisionnel 2020

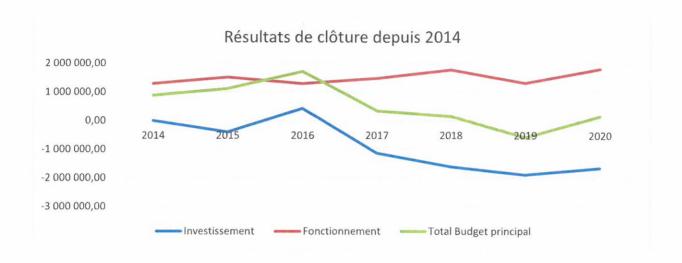
Ainsi, le résultat global de clôture 2020 est en excédent de 176 392 €, supérieur à celui de 2019 qui affichait un déficit de 574 185 € (tableau ci-dessous). Le déficit d'investissement cumulé est de 1 631 195 €.

Fin 2020, le niveau de trésorerie étant suffisant, tous les emprunts contractualisés n'ont pas été consolidés :

- ✓ Sur les 2 000 000 € de l'emprunt signé auprès du Crédit Agricole, seuls 800 000 € ont été percus en 2020 ;
- ✓ L'emprunt signé en 2020 avec la Banque Postale pour 260 000 € n'a pas été consolidé.

Évolution des résultats de clôture du budget principal, de 2014 à 2020

| Budget principal | Résultat à la clôture 2014 | Résultat à la clôture 2015 | Résultat à la clôture 2016 | Résultat à la clôture 2017 | Résultat à la clôture 2018 | Résultat à la clôture 2019 | Résultat à la clôture 2020 |
|------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Investissement | - 408 189 | -396 005 | 421 603 | -1 140 528 | -1 616 433 | -1 884 385 | -1 631 195 |
| Fonctionnement | 1 293 759 | 1 512 777 | 1 283 497 | 1 475 918 | 1 761 390 | 1 310 200 | 1 807 587 |
| Total Budget principal | 885 570 | 1 112 947 | 1 705 100 | 335 390 | 144 957 | -574 185 | 176 392 |



Enfin, les recettes propres de la section d'investissement sont suffisantes et participent au remboursement du capital des emprunts. Aussi, la règle de l'équilibre budgétaire est bien respectée dans l'exécution de l'année 2020 :

Dépenses à couvrir par des ressources propres :

Remboursement en capital
Restes à réaliser en dépenses
Solde d'exécution N-1 (001)
Total à couvrir

680 983.79
421 026.73
1 884 385.16
2 986 395.68

Ressources propres disponibles:

FCTVA 524 660.88
Taxe d'aménagement 24 333.04
Amortissements 303 753.34
Cession 131 200.00
Restes à réaliser en recettes 2 580 949.49
Affectation 282 890.03
Total des ressources propres disponibles 3 847 786.78

SOLDE 861 391.10

Dette au 31/12/2020

Tableau d'extinction de la dette jusqu'en 2046 :

| | Annuité | Intérêts | Capital | Capital restant dû |
|------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|
| 2021 | 897 993,59 € | 188 081,23 € | 709 912,36 € | 10 959 822,09 € |
| 2022 | 900 166,40 € | 177 597,74 € | 722 568,66 € | 10 237 538,60 € |
| 2023 | 890 471,66 € | 165 462,73 € | 725 008,93 € | 9 514 969,94 € |
| 2024 | 868 336,79 € | 154 035,48 € | 714 301,31 € | 8 789 961,01 € |
| 2025 | 797 202,10 € | 142 645,50 € | 654 556.60 € | 8 075 659,70 € |
| 2026 | 791 857,20 € | 131 248,89 € | 660 608,31 € | 7 421 103,10 € |
| 2027 | 725 533,00 € | 119 728,87 € | 605 804,13 € | 6 760 494,79 € |
| 2028 | 660 987,28 € | 109 881,34 € | 551 105,94 € | 6 154 690,66 € |
| 2029 | 600 930,84 € | 99 955,32 € | 500 975,52 € | 5 603 584,72 € |
| 2030 | 573 718,28 € | 90 213,86 € | 483 504,42 € | 5 102 609,20 € |
| 2031 | 508 692,21 € | 80 987,65 € | 427 704,56 € | 4 619 104,78 € |
| 2032 | 505 706,94 € | 72 468,74 € | 433 238,20 € | 4 191 400,22 € |
| 2033 | 461 408,53 € | 64 107,25 € | 397 301,28 € | 3 758 162,02 € |
| 2034 | 445 975,32 € | 57 357,97 € | 388 617,35 € | 3 360 860,74 € |
| 2035 | 444 476,35 € | 50 636,36 € | 393 839,99 € | 2 972 243,39 € |
| 2036 | 426 089,95 € | 43 917,92 € | 382 172,03 € | 2 578 403,40 € |
| 2037 | 338 923,23 € | 37 916,78 € | 301 006,45 € | 2 196 231,37 € |
| 2038 | 337 892,71 € | 32 767,46 € | 305 125,25 € | 1 895 224,92 € |
| 2039 | 278 009,45 € | 27 871,57 € | 250 137,88 € | 1 590 099,67 € |
| 2040 | 276 992,98 € | 23 482,13 € | 253 510,85 € | 1 339 961,79 € |
| 2041 | 275 949,21 € | 18 979,45 € | 256 969,76 € | 1 086 450,94 € |
| 2042 | 274 919,08 € | 14 402,29 € | 260 516,79 € | 829 481,18 € |
| 2043 | 273 888,97 € | 9 734,77 € | 264 154,20 € | 568 964,39 € |
| 2044 | 272 861,21 € | 4 976,82 € | 267 884,39 € | 304 810,19 € |
| 2045 | 23 938,84 € | 374,95 € | 28 563,89 € | 36 925,80 € |
| 2046 | 8 535,04 € | 173,13 € | 8 361,91 € | 8 361,91 € |

Calcul de la capacité de désendettement sur la période 2014 – 2020 (Budget Principal)

| en € | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 922 451 | 992 046 | 611 266 | 973 996 | 1 302 127 | 526 074 | 1 047 468 |
| C/16 - Annuité en capital de la dette | 537 641 | 547 663 | 589 357 | 668 702 | 552 951 | 650 207 | 680 984 |
| Epargne nette | 384 810 | 444 383 | 21 909 | 305 294 | 749 176 | -124 133 | 366 485 |
| Encours de dette au 31 décembre N | 5 028 263 | 5 280 598 | 8 931 244 | 8 130 035 | 8 057 083 | 9 642 287 | 9 761 303 |
| Capacité de désendettement BP en années (Encours de dette / Epargne brute du BP) | 5,5 | 5,3 | 14,61 | 8,35 | 6,19 | 18,32 | 9,32 |

La capacité de désendettement qui était de 18,32 années au 31 décembre 2019 est passée à 9,32 années au 31 décembre 2020 ; l'épargne brute supérieure à 2019 a permis d'améliorer ce ratio.

Le remboursement de deux emprunts en cours, l'un pour la gendarmerie, l'autre pour la Maison de santé pluridisciplinaire sont couverts par des loyers :

- L'annuité à rembourser pour l'emprunt de la gendarmerie est de 146 032,55 € et le loyer perçu de l'Etat s'élève à 163 279,50 €. L'annuité est donc couverte entièrement par le loyer. Le surplus sert au paiement de la taxe foncière et à divers frais d'entretien ;
- L'annuité à rembourser pour l'emprunt de la Maison de santé pluridisciplinaire est de 57 806 € pour 2020 et le loyer perçu en 2020 par la SCM des professionnels de santé s'élève à 38 692 € (le loyer attendu pour 2021 est de 39 679 € en tenant compte d'un local vacant tout au long de l'année). L'annuité étant dégressive (remboursement à capital constant), l'écart entre le loyer et le remboursement de l'annuité va se réduire d'années en années.

Sans ces deux emprunts, l'encours de la dette au 31 décembre 2020 serait de 6 694 927 € ramenant la capacité de désendettement à 6,39 années.

Au 31/12/2020, la part des emprunts fixes est de 84,28 % (CRD de 8 226 856 €) et de 15,72 % pour les emprunts variables (CRD 1 534 447 €).

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

CONTEXTE GENERAL

L'année 2020 a été fortement marquée par la crise sanitaire dû au virus covid19. Cela a provoqué la fermeture des écoles, de l'école de musique et de dessin, de la piscine et du centre de loisirs. De plus, des manifestations prévues n'ont pas pu avoir lieu comme la Rosière, le marché médiéval, les animations du 14 juillet ainsi que des concerts organisés par l'école de musique. Cette crise sanitaire non résolue à ce jour risque d'impacter à nouveau l'activité de la collectivité en 2021.

Toutefois les projections budgétaires ne prennent pas en compte l'impact de la crise sanitaire en 2021.

Recettes de fonctionnement

Fiscalité:

Le coefficient de revalorisation des bases fiscales a été fixé à 1,002 pour 2021.

Historique des taux depuis 2014 et moyenne de la strate au 31/12/2019

| Type de Taux | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Taux moyens de la strate au 31/12/2019 |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|
| TH | 21,96 | 21,96 | 21,96 | 21,08 | 21,08 | 12,38 | 12.38 | 15,29 |
| TFB | 21,50 | 21,50 | 21,50 | 21,50 | 21,50 | 21,50 | 27,00 | 20,96 |
| TFNB | 40,23 | 40,23 | 40,23 | 38,62 | 38,62 | 38,62 | 46,00 | 52,45 |

Au 31/12/2019, les bases nettes de la commune et de la strate sont les suivantes :

| | Mehun sur Yèvre (en milliers d'€) | En € par habitant | Moyenne de la strate (en € par habitant) |
|------------------|--------------------------------------|-------------------|---|
| Taxe Habitation | 6 878 | 1 025 | 1 393 |
| Foncier bâti | 7 001 | 1 043 | 1 302 |
| Foncier non bâti | 92 | 14 | 17 |

Si le taux communal TFB est supérieur à celui de la strate, les bases sont quant à elles plus faibles. L'application des taux à des bases inférieures génèrent une recette par habitant inférieure à celle de la moyenne de la strate.

Les produits des taxes locales par habitant au 31/12/2019 sont les suivants :

✓ Taxe d'habitation :

127 € (moyenne de la strate 213 €)

✓ Taxe foncière sur le bâti :

225 € (moyenne de la strate 273 €)

√ Taxe foncière sur le non bâti

5 € (movenne de la strate 9 €)

La simulation ci-dessous des bases communales prévisionnelles 2021 à partir de celles de 2020 prend en compte le coefficient de revalorisation de 1,002 pour les taxes foncières mais pas les variations physiques des bases non connues à ce jour.

La Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (*THRS*) et la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants (*THLV*) ne se verront pas appliquer de coefficient de majoration en 2021.

| Taxes | Bases 2020 | Taux 2020 | Bases 2021 prévisionnelles | Taux 2021 |
|-------|------------|--------------|----------------------------|--------------|
| THRS | | | 340 034 | 12,38 |
| THLV | | | 202 028 | 12,38 |
| TFB | 7 124 816 | 27,00 | 6 509 000 | 46,72 |
| TFNB | 93 789 | 46,00 | 95 400 | 46,00 |

Concernant la TFB, la base 2021 est difficilement comparable à celle de l'année précédente en raison de deux modifications :

- Le transfert de la taxe départementale avec ses exonérations
- La baisse de 50% des bases des établissements industriels.

Ainsi, le total des recettes fiscales 2021 est évalué pour un montant similaire à l'année 2020 soit 2 830 000 €.

Autres recettes de fonctionnement :

- ✓ Tarifs communaux : une étude d'optimisation des tarifs aux familles sera réalisée en 2021.
- ✓ Le solde de la compensation des pertes de recettes fiscales et domaniales devrait être versé à la commune avant fin mai 2021 pour un montant d'environ 150 000 € (arrêté n°2020-1493 du 30 novembre 2020).

> Dépenses de fonctionnement

Péréquation horizontale :

En 2021, la commune devrait à nouveau contribuer au FPIC pour un montant estimé de 45 000 €.

Charges de personnel :

La masse salariale sera réévaluée pour tenir compte du Glissement Vieillesse Technicité, de la hausse du taux de cotisation au Centre de Gestion (1,40% au 1^{er} janvier 2021), du Versement Mobilité (anciennement versement transport) et du remplacement des agents absents.

Pour mémoire, évolution de la masse salariale depuis 2014 (chapitre 012) :

2014:3 976 120.08 €

2015 : 3 997 488,86 \in (+0,54%) 2016 : 3 999 193,71 \in (+0,04%) 2017 : 4 147 165,47 \in (+3,70%) 2018 : 4 104 380,00 \in (-1,03%) 2019 : 4 152 115,51 \in (+1,16%) 2020 : 4 040 127.65 \in (-2,70%)

2021 : 4 200 000,00 € (prévision budgétaire inscrite au BP)

Autres dépenses :

- La convention crèche et RAM avec la Communauté de communes Terres du Haut Berry va être modifiée et portera à 18 berceaux la capacité destinée à la ville de Mehun, pour cela un crédit de 150 000 € sera inscrit pour régler la participation de la commune.
- L'enveloppe des subventions accordées aux associations est portée à 95 000 €.
- > Cotisations au CNFPT et au Centre de Gestion du Cher :
 - ✓ Le taux plafond de cotisation des collectivités auprès du Centre National de la Fonction Publique Territoriale est maintenu à 0,9 %.
 - ✓ Le taux de cotisation du centre de gestion du Cher est de 1,40% au 1^{er} janvier 2021, en augmentation de 0,10 point.

> Relations financières avec Bourges Plus :

- ✓ Depuis le 1^{er} janvier 2019 est perçue mensuellement l'attribution de compensation par Bourges Plus. Le montant total à percevoir en 2021 s'élèvera à 1 775 838 € (délibération n°21 du 10 décembre 2020 de Bourges Plus). Cependant, la prise de la compétence numérique au 1^{er} janvier 2021 par l'agglo va provoquer une baisse de cette attribution pour tenir compte des charges financières de l'emprunt transféré.
- ✓ De plus, au 1^{er} janvier 2021 sera aussi transférée à Bourges Plus la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines dit GEPU ». Un montant annuel de charge transférée sera acté en septembre 2021 au cours d'une CLECT et le montant de l'attribution de compensation en sera diminué.

Le pacte fiscal et financier de solidarité communautaire 2021-2026 a été voté au sein de l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération de Bourges le 10 décembre 2020. Il confirme la solidarité envers les communes du territoire.

Il prévoit pour Mehun-sur-Yèvre :

- Le maintien de l'attribution de la dotation intercommunale de solidarité jusqu'en 2023 (fonds de concours) pour un montant de 96 603 € par an ;
- ▶ Le maintien au taux de 46,28 % à la charge de Bourges Plus de la contribution au FPIC jusqu'en 2023;
- > La mise en place d'un observatoire fiscal au bénéfice de l'ensemble des communes.

Projection 2021:

L'objectif est de conserver une épargne nette positive.

Epargnes brute et nette prévisionnelles 2021 :

| Epargnes brute et nette prévisionnelles | Au 31/12/2021 | |
|---|---------------|--|
| Epargne Brute | 730 000 | |
| Epargne nette | 30 000 | |

> Dépenses d'Investissement

Suivi des opérations gérées en Autorisation de Programmes - Crédits de paiement (APCP) :

✓ Revitalisation du Centre-ville :

Autorisation de programme créée en 2016 et réactualisée à 8 150 000 € TTC

Dépenses réalisées de 2016 à 2020 : 6 446 211,51 €

Crédit de paiement 2021 : 1 703 788,49 €

Durée de l'opération prévue sur 6 ans jusqu'en 2021.

✓ Gendarmerie :

Autorisation de programme créée en 2012 Montant de l'opération : 3 943 097,12 € HT

Dépenses réalisées de 2012 à 2020 : 3 918 963,38 € HT

Crédit de paiement 2021 : 24 133,74 € HT

Fin de l'opération en 2021.

✓ Agenda d'accessibilité programmé :

Autorisation de programme créée en 2016 et réactualisée à 681 855,25 € TTC

Dépenses réalisées de 2016 à 2020 : 581 855,25 €

Crédit de paiement 2021 : 50 000,00 €

Durée de l'opération programmée sur 6 années jusqu'en 2022.

✓ Réfection du Café de l'Horloge :

Autorisation de programme créée en 2018 et réactualisée à 476 000,00 € HT

Dépenses réalisées de 2018 à 2020 : 279 722,42 €

Crédit de paiement 2021 : 196 277,58 € HT

✓ Réfection du bâtiment des services techniques :

Autorisation de programme créée en 2019 et réactualisée à 920 000 € TTC

Dépenses réalisées en 2020 : 4 476,00 € Crédit de paiement 2021 : 300 000,00 €

✓ Agrandissement du cimetière et relèvements de tombes :

Autorisation de programme créée en 2019 et réactualisée à 279 800,00 €

Crédit de paiement 2021 : 125 000,00 €

Les projets 2021

En 2021, les nouvelles opérations inscrites seront prioritairement celles subventionnées ou en cours de demande.

Les projets les plus importants hors APCP sont les suivants :

- ✓ Toitures terrasses des écoles : 330 000 €
- ✓ Menuiseries et pompe à chaleur au Centre socio culturel André Malraux : 271 000 €
- ✓ Réfection pont rue Gilbert Demay : 445 500 €
- ✓ Etude de faisabilité piscine d'été : 27 000 €
- ✓ Sécurisation de l'école du château : 30 000 €
- ✓ Jeux au jardin du duc : 15 000 €✓ Téléphonie : 30 000 €
- ✓ Renouvellement du matériel informatique : 35 000 €
- ✓ Mobilier et matériel pour la maison éclusière au bord du canal : 75 000 €
- ✓ Réfection des rues Jules Verne, Victor Hugo, George Sand et Emile Buriau : 225 000 €

De plus, dans le cadre d'une démarche prospective, des enveloppes financières sont projetées sur plusieurs années dans différents domaines : renouvellement de matériels et de mobiliers, mises aux normes et conformité, sécurité, diagnostic, prise en compte des nouvelles réglementations.

> Plan pluriannuel d'investissement de 2021 à 2023

Pour les trois années qui viennent, le plan pluriannuel ci-dessous indique les prévisions de dépenses par opération et par poste de dépenses :

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

| Postes de dépenses | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-----------|---------|------|
| Opérations en APCP | | | |
| Gendarmerie | 24 134 | | |
| Centre-ville | 1 704 000 | | |
| AD'AP | 50 000 | 50 000 | |
| Café de l'Horloge | 196 278 | | |
| Réhabilitation Services Tech. | 300 000 | 615 524 | |
| Agrandissement et relèvements de tombes au cimetière | 125 000 | 154 800 | |
| Autres Opérations | | | |
| Travaux écoles Ferry et Pagnol toitures terrasses | 330 000 | | *** |
| Travaux divers écoles | 80 000 | | |
| Jeux dans les écoles | 12 000 | 24 000 | |
| Sécurisation écoles | 42 000 | | |
| Centre André Malraux : | 271 000 | | |
| menuiseries et pompe à chaleur | | | |
| Destruction de l'ancien hangar | | 55 000 | |
| Vidéo-protection | 57 341 | 50 000 | |

| Panneaux électroniques | 25 680 | | |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Travaux sur barrage Laiterie | 35 000 | | |
| Diagnostic amiante voirie | 15 588 | | - |
| Mobilier scolaire | 4 000 | 4 000 | 4 000 |
| Destruction maison et parking | 317 500 | | |
| rue Camille Mérault | | | |
| Rue Camille Mérault | | 330 000 | |
| Place Edouard Servat | | | 450 000 |
| Pont rue Gilbert Demay | 445 500 | | |
| Rue Gilbert Demay | | 230 000 | |
| Rue Henri Boulard (de la rue J. | | | 310 000 |
| d'Arc à la rue Camille Mérault) | | | |
| Tour ouest du Château | 9 285 | 200 000 | 300 000 |
| Porte de l'Horloge | | 50 000 | 100 000 |
| Réfection marches parking | | 20 000 | |
| Collégiale | | 00 0000 | |
| Passerelle des huit pelles | 33 312 | | |
| Réfection pont chinois | | 10 000 | |
| Maison éclusière | 134 220 | 20 000 | ** |
| Vestiaires stade des Acacias + | 12 575 | | |
| filets pare-ballons + but | | | |
| Toiture Gymnase Naveau | | | 300 000 |
| Toiture salle de tennis de table | | | 120 000 |
| Piscine : étude | 27 000 | | |
| Opérations par poste de | | | |
| dépense | | | |
| Voirie | 282 110 | 100 000 | 100 000 |
| Panneaux et mobilier de voirie | 5 700 | 3 000 | 3 000 |
| Eclairage public | 52 500 | 40 000 | 40 000 |
| Travaux de sécurité | 30 800 | 30 000 | 30 000 |
| Bâtiments | 82 380 | 80 000 | 80 000 |
| Sites sportifs | 63 000 | 50 000 | 50 000 |
| Matériel, outillage services | 81 000 | 50 000 | 50 000 |
| techniques | | | |
| Matériel et mobilier administratif | 3 000 | 3 000 | 3 000 |
| Matériel, équipement écoles | 45 243 | 17 810 | 15 000 |
| Matériel école de musique | 11 830 | 6 500 | 6 500 |
| Matériel autres services | 27 800 | 10 000 | 10 000 |
| Espaces verts | 27 000 | 20 000 | 20 000 |
| Informatique et | 123 000 | 35 000 | 35 000 |
| télécommunication | | | |
| Œuvres d'art et collections | 11 716 | 6 000 | 6 000 |
| Réserve foncière et frais | 20 000 | 10 000 | 10 000 |
| notariés | | | |
| Total | 5 118 492 | 2 274 634 | 2 042 500 |

Evolutions prévisionnelles du besoin de financement et de l'encours de la dette au 31/12/2021 :

Dépenses d'équipements : 5 118 492 €
Epargne nette : - 30 000 €
Subventions attendues : - 1 079 000 €
FCTVA : - 300 000 €
Cessions : - 40 000 €
Taxe aménagement : - 25 000 €
Besoin de financement : 3 644 492 €

Au 31 décembre 2021, le capital restant dû devrait s'élever à 12 361 114 €.